

Démocratie **S**piritualité

4-6, Place de Valois
75001 – PARIS

Tél/Fax : 01 43 06 48 85
e.mail : gilles.guillaud@9online.fr
www.democratie-spiritualite.org

Lettre n° 56 bis du 24 septembre 2006

La Politique au risque de la Spiritualité

1, 2 et 3 décembre 2006
Bourse du Travail à Saint Denis (93)

Poursuivre, Démocratie & Spiritualité, La Vie Nouvelle
En partenariat avec : Récit, La Vie, les Amis de la Vie

Textes de préparation à la manifestation

Texte 1 : Le texte d'appel du 18 mars 2006 Page 2

Texte 2 : Présentation de la manifestation (Proposition à valider) Page 4

Texte 3 : Invitation à la réflexion (texte en cours d'élaboration) Page 7

Texte 4 : Réfléchir et agir ensemble : l'Ethique du Débat Page 20

Texte 1 : Le texte d'appel du 18 mars 2006

Trois mouvements
la Vie Nouvelle, Démocratie & Spiritualité, Poursuivre,
se sont reconnus une culture commune, ou du moins proche, articulée autour de
la PERSONNE.

A partir d'un CONSTAT :

. La mondialisation est porteuse d'espoirs mais génère aussi de graves dysfonctionnements et des conflits culturels, économiques et politiques.

. En France, l'Etat, garant de l'unité nationale est fragilisé face à une économie envahissante. Il n'assume plus la juste répartition des biens et, face à une Europe insuffisamment définie, confrontations plutôt que négociations et blocages institutionnels empêchent les adaptations nécessaires.

, un nouveau souffle, un nouvel élan peuvent être recherchés dans la fécondation réciproque du spirituel et du politique qui n'agissent plus l'un sur l'autre.

ils formulent un projet commun.

Ils proposent à des partenaires **individuels** ou **collectifs**, proches de ces préoccupations, de venir les rejoindre dans une manifestation nationale ayant pour objet :

La politique au risque de la spiritualité

Par **politique**, ces mouvements entendent l'organisation du « vivre ensemble » et des choix que cela implique. L'idéal démocratique veut que ces choix soient remis aux citoyens.

« Chaque homme, en naissant, naît dans un espace commun. La pluralité précède l'individu. C'est cela, le politique : l'expérience du commun, la mise en commun des actes et des paroles, animée par un goût de vivre ensemble.

{Hannah Arendt}

Le **spirituel** n'est pas ici synonyme de religieux. Ce mot incite chacun à réfléchir à sa place dans l'espace et le temps, sur sa finalité mais aussi sur le ressort qui sous-tend son action.

« Je veux parler de notre plus grande richesse, de « l'humain » caché en chacun de nous, ce noyau « d'humanum » qui loge en lui ce que certains appellent « le Dieu en chacun de nous » ou le Dieu tout court, ou encore ce que d'autres nomment Conscience, Raison, Amour...

C'est dans cette composante humaine, dans ce « temple intérieur de la vie » que réside le seul espoir pour qu'un véritable présent soit réinventé... ».

{Majid Ranhema}

**Il importe alors de mobiliser les énergies pour retrouver un sens collectif.
Mais, pour dégager une orientation obéissant à leurs finalités les plus élevées,
les démocraties ne doivent-elles pas se laisser féconder par des valeurs
spirituelles ?**

1 - L'objectif

Comment relier quête spirituelle d'abord **personnelle** et projet politique par essence **collectif** ?

Les changements personnels de comportement ne suffisent pas à modifier la société et ne sont pas nécessairement un préalable ; Mais les changements collectifs qui ne s'appuient pas sur des changements individuels trouvent vite leurs limites...

Comment changements individuels et changements collectifs peuvent-ils interagir pour parvenir à un « vivre ensemble » reconnaissant à chacun une place, quelles que soient ses origines, pour transformer et préserver le monde où nous vivons ?

Comment construire une société respectueuse des diversités et faire émerger un projet collectif porteur d'unité et mobilisateur ?

Comment l'engagement politique peut-il trouver sa dignité en répondant aux aspirations les plus profondes des hommes et des femmes d'aujourd'hui ?

2 - La démarche.

Elle se déroulera en **trois journées** :

1^{ère} journée. La démocratie, une valeur spirituelle ?

En France, notre démocratie n'est-elle pas porteuse d'une valeur spirituelle pour la société civile à travers les valeurs républicaines qu'elle met en jeu : *liberté, égalité, fraternité* ?

Les gestes, les processus politiques dans lesquels s'impliquent les citoyens sont souvent inspirés par une réflexion trouvant sa source au plus profond de chaque personne.

A partir de réalisations même minuscules, à travers des exemples concrets dont on entendra le **témoignage**, peut-on percevoir des expérimentations mettant en cohérence (ou tentant de le faire) convictions individuelles et actions collectives ? et quelle en est leur portée ?

2^{ème} journée. L'éthique du débat, une nouvelle exigence.

Comment les débats politiques peuvent-ils passer aujourd'hui d'une compétition en vue du pouvoir à un dialogue fondé sur la reconnaissance de l'autre, en vue d'un projet partagé ?

La manifestation proposée veut expérimenter **cette proposition de débat** à travers un exemple concret :

Faut-il mettre en œuvre un service civique obligatoire et comment ?

3^{ème} journée. Le spirituel, un souffle pour la politique ?

Réponses d'hommes politiques à des questions posées au préalable :

- 4 Comment, à travers leur action, les politiques donnent-ils sens à leur vie et participent-ils à une espérance collective ?
- 4 Comment maîtrisent-ils leur désir de pouvoir pour éviter qu'il détourne le sens et la cohérence de leur action ?
- 4 Comment relient-ils morale et efficacité ?
- 4 Comment distinguent-ils compromis et compromissions ?
- 4 Comment **les citoyens** les aident-ils dans cette tâche et comment s'efforcent-ils de dépasser la seule défense de leurs intérêts particuliers pour concourir à faire émerger l'intérêt général ?

Donnez-nous envie de faire de la politique !

Texte 3 : Présentation de la manifestation
(texte à valider)

Proposition pour une démarche de partage dans une démocratie en quête de sens

Depuis plusieurs années, dans notre pays, la politique, trop soucieuse d'enjeux électoraux à court terme, peine à se saisir et à apporter des réponses à un certain nombre de grands problèmes qui conditionnent l'avenir des générations futures discréditant ainsi un projet républicain minée de plus en plus par les écueils du populisme et du corporatisme.

Un renouveau démocratique nourrit de spiritualité peut-il redonner sens à la République en sachant que la spiritualité n'est pas seulement présente dans le champ du religieux, où elle peut d'ailleurs connaître d'inquiétantes dérives, mais chez tous ceux qui, quelles que soient leurs convictions, croient à un avenir de l'homme ?

C'est dans ce cadre laïc, qu'à la veille de l'élection présidentielle, les organisateurs de ces journées invitent à une réflexion, visant à redonner sens au projet républicain, tous ceux qui se sentent porteurs de valeurs humanistes transcendant et dépassant la seule gestion du quotidien.

Une affirmation citoyenne : La démocratie valeur spirituelle

Chaque homme est égal à chaque homme, chaque homme a une égale dignité, Chaque homme a le même pouvoir de participer à la décision collective.

C'est cela la démocratie. C'est cela qui est signifié dans notre devise républicaine : liberté, égalité, fraternité, cela qui est inscrit dans la déclaration des droits de l'homme et c'est une première victoire.

Mais les mots ne suffisent pas .La démocratie n'est encore qu'une immense promesse

Qui pour être pratiquée doit être portée au-delà des mots par une force bien plus grande qui est l'énergie de chacun, ce à quoi il croit, le sens qu'il donne à sa vie

Une force appliquée à des constructions collectives, dépassant les intérêts particuliers, qui sont le ciment nécessaire de la démocratie, du vivre ensemble

C'est cette promesse que nous appelons valeur spirituelle, inscrite dans les valeurs de la laïcité, en se gardant surtout des dérives sectaires et religieuses que peut recouvrir ce mot spiritualité,

Et c'est en cela que nous disons que la politique doit se faire au risque de la spiritualité, donnant envie à chacun de donner le meilleur de lui-même au service de la collectivité

C'est cela que nous examinerons ensemble au cours de la première journée de notre manifestation à travers trois éléments

- Un texte invitation à la réflexion proposé par les organisateurs disponible dès avant la

manifestation et sur lequel nous vous demandons vos réactions

- Une réflexion en petits groupes sur nos modes d'action dans la société, sur la façon dont ils sont bien l'expression du sens que nous donnons à notre vie, sur la façon dont ils contribuent à la construction de notre vivre ensemble
- Le témoignage de trois personnalités marquantes du monde politique, du domaine de la spiritualité et de la réflexion philosophique.

Une démarche de partage : L'éthique du débat, une nouvelle exigence

Le débat est la condition première de la construction collective. Or il est très difficile de débattre dans notre société . Voyons les exemples de la migration, de la sécurité, ou les réactions au discours du pape abordant le problème de la violence et des religions

On observe actuellement sur la place publique une multiplication des débats qui deviennent très vite occasion de conflits entre institutions sans que le citoyen puisse réellement y participer.

La pratique des dialogues entre citoyens, reste elle aussi souvent très difficile. L'absence de référentiel commun, le manque de connaissance partagée des faits peut amener à des incompréhensions qui empêchent toute construction collective

Comment alors construire, dans notre société de diversité culturelle croissante et d'individualisme exacerbé pour faire progresser le « vivre ensemble » ?

Apprendre à pratiquer le débat dans des espaces communs, adaptés aux problèmes à résoudre tel en est sûrement un préalable indispensable. Il aura déjà été examiné en fonction des lieux de militance de chacun au cours de la première journée de notre manifestation ;

Il paraît important de poursuivre dans cet esprit au cours de la deuxième journée en abordant un sujet commun suffisamment porteur.

Le choix du Service civique obligatoire apparaît particulièrement adapté

- Il répond à un enjeu citoyen important qui vise au-delà de l'individualisme ambiant à recréer du civisme. A noter cependant que ce but ne semble pouvoir être atteint que si ce service civique obligatoire ne concerne pas seulement les jeunes mais l'ensemble de la société. Les adultes doivent donc s'y impliquer aussi.
- C'est un sujet actuel qui commence à faire l'objet de discussions et prises de position dans la perspective de la campagne électorale prochaine. En même temps sa mise en œuvre ne sera pas immédiate ce qui donne le temps à la discussion
- Il a déjà donné lieu à une sensibilisation importante, des associations, des politiques et de l'opinion depuis près d'un an, à l'initiative en particulier du journal « La Vie ».

L'organisation de la journée a alors été prévu en trois temps

- L'apport d'informations sur le sujet : Le processus de sensibilisation mis en œuvre par la Vie , Ce qu'en pensent les jeunes, Quelques éclairages et interrogations
- Un débat dans les groupes ateliers examinant en particulier les modes de mobilisation des adultes
- Une mise en commun sur la façon dont ont pu être menés les débats, compte tenu de la nature de l'enjeu et de la façon dont les positions ont pu évoluer grâce au débat

Une démocratie à renforcer : Le spirituel, un souffle pour le politique ?

La politique au risque de la spiritualité :

L'objectif de la démarche initiée par cette manifestation est de réduire le divorce entre l'action politique et les attentes des citoyens et de refondre le politique en partant des engagements citoyens,

Cela passe par la constitution d'espaces communs de dialogue et d'action, entre citoyens, dans la diversité de la vie associative, entre citoyens et politiques également responsables, chacun au niveau où ils sont , associant démocratie participative et démocratie représentative

Pour vivre et construire ensemble

C'est dans cet esprit qu'ont été envisagées deux tables rondes successives associant des élus de la Seine Saint Denis et des citoyens ayant participé au colloque et dans lesquelles chacun interroge chacun , parle de ce à quoi il croit, sans réduire ses propos à des promesses ou à des revendications

Dialogue entre personnes responsables et entre partenaires, la condition réelle d'un dialogue politique

A la suite de ces tables rondes des observateurs du débat s'exprimeront

Puis les organisateurs de la manifestation traceront les perspectives et la façon dont pourraient s'engager des collaborations avec un cercle de partenaires élargi.

Ils se sont engagés dans une démarche politique qui affirme la nécessité de fonder la politique sur des engagements citoyens, sur des propositions émanant de la base, sur la construction collective d'espaces communs de dialogue et d'action, sur la responsabilité des citoyens.

A partir d'une expression forte de la démocratie, valeur spirituelle, ils constatent le besoin de recréer du civisme à partir d'exemples comme le Service civique obligatoire pour tous

Ils souhaitent maintenant examiner avec ceux qui le souhaitent la façon d'amplifier ce qui a

été amorcé à l'occasion de cette manifestation, qui a voulu être un lieu ou un espace d'échanges et d'expérimentation en commun. .

Texte 2 : Invitation à la réflexion (document de travail non encore validé)

La démocratie, une valeur spirituelle ?

Ce texte fait le point, à ce jour, de la réflexion commune des trois associations organisatrices, sur le sujet de la manifestation.

Il n'exprime pas une pensée close mais se veut une invitation à la réflexion personnelle de tous les participants à la rencontre de Saint Denis. Les échanges au cours de cette rencontre seront d'autant plus fructueux que chacun aura mûri le sujet préalablement

Afin de guider ce cheminement personnel, un bref questionnaire est proposé à la suite du texte.

Pour beaucoup de nos concitoyens, la démocratie se résume à un système politique reposant sur des élections libres et un ensemble de principes, de procédures et d'organisations. Il apparaît cependant de plus en plus que cette vision étroite de la démocratie n'est pas satisfaisante et menace la démocratie elle-même. Elle néglige les conditions morales du bon fonctionnement de la démocratie qui ont pourtant été affirmées par la plupart des grands penseurs politiques, qu'il s'agisse notamment de Montesquieu (la démocratie repose sur la vertu), ou de Rousseau (l'intérêt particulier doit se fondre dans l'intérêt général). Cette exigence morale doit donc être réaffirmée aujourd'hui et se traduire davantage dans les faits. Mais comment ? A partir de quelles bases ? Il est apparu aux trois organisations qui sont à l'origine de cette manifestation que cette dimension fondamentale de la démocratie pouvait et devait être réitérée, dans un contexte qui a profondément changé, sous une forme nouvelle. Telle est l'hypothèse, qui forme le thème de cette première journée : **la démocratie n'est pas seulement une valeur politique; elle est aussi une valeur spirituelle**, qu'il convient de prendre en tant que telle, avec tout ce que cela implique.

Voilà ce que les développements qui suivent voudraient expliciter :

1. Les raisons qui justifient une approche spirituelle de la démocratie.

a/ *D'abord nous ne sommes pas satisfaits de la manière dont les démocraties fonctionnent aujourd'hui.*

La politique, objet de tant de passions, va mal. Elle est, dans l'opinion publique, fortement

dévalorisée, souvent caricaturée, presque mise hors jeu. Elle a perdu ses lettres de noblesse, sa capacité à construire un bien commun. Or, en démocratie, cette perte est redoutable car elle déforme la recherche collective de sens et ouvre la porte à la démagogie, au populisme et au totalitarisme caché quand le sens se résume à la recherche du pouvoir.

Contrairement à la théorie professée par beaucoup de politologues ou de tenants des sciences sociales, les démocraties paraissent de moins en moins en mesure de régler, par elles-mêmes, les problèmes auxquels elles sont confrontées: l'économie, les finances, l'argent pèsent trop sur les sociétés ; la mondialisation, qui pourrait être un progrès, menace les pauvres des pays riches et enrichit surtout les riches des pays pauvres ; la question de l'exclusion se pose en termes nouveaux dans les pays développés, tant pour les personnes que pour les groupes sociaux, et s'ajoute à la question de l'exploitation, qui, elle-même, prend des formes nouvelles ; la perte du sens et des repères, l'individualisme excessif entraîne une crise du lien social de solidarité au moment même où les technologies facilitent les contacts interpersonnels ; les solidarités intergénérationnelles vis-à-vis des jeunes, des seniors, ou des personnes très âgées peinent à s'exprimer ; des réactions identitaires, communautaires, fondamentalistes ou intégristes se produisent qui menacent la paix civique et peuvent facilement dégénérer en violence. Enfin, la question climatique et écologique n'est pas prise suffisamment au sérieux en raison des remises en causes du modèle dominant qu'elle impose. Les nuages s'amoncellent, la conscience de ces périls divers s'accroît, mais le système politique n'en tire pas les conséquences. En sorte que le risque de "sortie de route de l'humanité" pour reprendre une expression de Patrick Viveret s'accroît.

b/ *Nous constatons que ce déficit de volonté et d'action prend des formes particulièrement graves en Europe et en France.*

L'Europe tout d'abord est en panne, et en panne au moment où l'histoire s'accélère, avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs comme la Chine ou l'Inde. Le compromis minimum auquel étaient parvenus les 25 Etats a été refusé par les citoyens de deux pays, sans que ce refus soit porteur dans l'immédiat du moindre projet de remplacement. Les fragiles bien qu'originales institutions européennes, victimes du déficit démocratique et de l'élargissement, n'arrivent plus à progresser. Elles risquent d'être minées peu à peu par l'individualisme d'Etat. L'Europe manque de responsables engagés et prêt à risquer. Elle n'a pas assez d'idées. Elle n'a plus aujourd'hui de projet global mobilisateur et a besoin d'un nouveau souffle.

Cette crise de l'Europe est largement due à la crise française, puisque notre pays était jusqu'à présent l'un des moteurs de la construction européenne. Cette crise a sa dimension propre et ses particularités : chômage élevé, lourdeur et désorganisation étatique, difficulté à trouver l'équilibre entre efficacité économique et progrès social. Derrière ces symptômes, il y a les causes : absence de diagnostic clair sur nos difficultés ; résignation, fatalisme et manque de volonté ; défauts de méthode ; incapacité à proposer un projet clair et mobilisateur, qu'il soit vraiment libéral, vraiment social démocrate, ou vraiment original. Absence par conséquent d'engagement et de courage de ceux qui gouvernent, à quelques exceptions près qui confirment la règle. Et multiplication désordonnée de mesures pour répondre aux demandes de l'opinion, telles qu'interprétées ou manipulées par les médias,

mesures souvent incohérentes, et qui ne font pas une politique. On a l'impression que le combat pour le pouvoir ou pour sa préservation l'emporte, de beaucoup, sur un exercice cohérent de celui-ci au service du pays et de l'intérêt général. A la veille de l'élection présidentielle, toutes ces questions doivent être posées et si possible élucidées et par conséquent celle du déficit spirituel et moral des classes dirigeantes.

Cette situation n'explique qu'en partie le désengagement civique et social. Ses causes sont profondes. Elles se situent au-delà du cycle enthousiasme collectif / déception / repli sur les valeurs privées, tel qu'analysé par Albert Hirschman. Elles sont liées à la puissance de la notion d'intérêt personnel dans nos sociétés : la valeur dominante est aujourd'hui celle de l'intérêt individuel : ne vaut que ce qui rapporte au moins autant qu'il coûte. La logique du marché, du rendement et du prix a débordé bien au-delà de sa sphère légitime pour pénétrer les relations intersubjectives. Elle influence aussi les comportements collectifs qui ont perdu le support des idéologies traditionnelles. Il serait illusoire de penser que l'on peut réveiller le sens de l'engagement collectif par de simples mesures, aussi nécessaires soient-elles. Il faut agir en amont sur le système de valeurs lui-même, et contenir non seulement le marché, mais, plus profondément, et plus gravement, l'esprit du marché qui a pénétré dans nos têtes.

c/ *Dans ce contexte, nous ressentons fortement le besoin pour nos démocraties de s'appuyer sur une force morale particulière, qui leur soit propre et les conforte, faute de déperir.*

Les procédures démocratiques suffisent généralement pour assurer un minimum de régulations sociales, même avec des comportements relativement individualistes et égoïstes, et c'est ce qui rend la démocratie généralisable. Mais ces procédures ne suffisent plus si l'on entend accomplir pleinement le projet démocratique dans son ambition la plus haute, ainsi que lorsque les Etats sont confrontés à des défis particulièrement difficiles, comme c'est le cas aujourd'hui. Elles ont alors besoin d'une force spécifique qui, tout en restant fidèle à leurs principes, les tire vers le haut, qui soude le corps social, et qui a nécessairement un contenu moral et spirituel particulier. Où se trouve aujourd'hui cette force ?

d/ *Nous pourrions la trouver dans les religions instituées, à condition qu'elles acceptent de se placer dans le cadre démocratique, et non au-dessus de lui. Mais nous nous heurtons ici à deux obstacles :*

- *un obstacle de nature historique et sociologique en France, tenant au fait que la démocratie y a été largement arrachée aux forces religieuses qui s'y sont longtemps opposées ;*
- *un obstacle contemporain : nous ne nous reconnaissons pas dans les rapports qui se sont créés entre religion et démocratie dans le monde contemporain, ni dans les formes qu'a pris le retour du religieux. Ces rapports ont en effet tendance à s'exercer de manière conservatrice, voire fondamentaliste, au dépens du noyau fondamental de paix, d'amour et de non-violence qui devrait caractériser les religions.*

De manière générale, les relations entre les systèmes politiques et les institutions religieuses sont rarement équilibrées, et naviguent entre deux périls :

- soit l'embrigadement du politique par le religieux, le politique devenant le bras séculier de la religion, et celle-ci imposant sa morale à la société, même à ceux qui n'y adhèrent pas ;
- soit la manipulation de la religion par les forces politiques du moment, qui s'en servent alors comme d'un instrument de pouvoir et de puissance, quitte à en détourner l'esprit.

Les fondamentalismes, les intégrismes sont l'expression de ces deux déformations. Non seulement, ils ne contribuent pas à cette intensification du processus démocratique, mais ils le parasitent. La prétendue guerre de civilisation entre l'occident judéo chrétien démocrate et conservateur et un islam radical voire terroriste constitue une manipulation de ce type qui doit être dénoncée comme telle, comme contraire à une vraie exigence démocratique et spirituelle. La soi-disant morale est dans ce cas utilisée à l'encontre de la morale.

e/ Nous constatons *que l'humanisme laïc, aussi un essentiel soit-il pour pacifier les rapports entre Etat et religion, a perdu, la force mobilisatrice, morale et éducative qu'il avait à son origine.*

Face aux nouvelles formes de fondamentalismes, il est tenté de réagir de manière crispée et dogmatique, réaffirmant le caractère purement privé des questions religieuses et spirituelles, au moment même où le besoin de sens, qui n'est plus bien satisfait par les systèmes symboliques en place, cherche à s'exprimer de façon vivante et démocratique dans l'espace public. De la sorte, et bien que le principe théorique de laïcité et de séparation soit appliqué, en pratique, avec beaucoup d'accommodements, la construction d'une laïcité ouverte et positive se heurte à de nombreux obstacles.

f) Nous constatons que, *dans la société actuelle, de nombreuses personnes vivent des expériences spirituelles profondes, aussi bien à l'intérieur des religions instituées que de manière informelle, souvent en lien avec un engagement associatif et démocratique.*

La précarisation de fait de l'existence, que son origine soit économique, sociale, familiale, psychologique ou symbolique, l'instabilité des rôles sociaux qui en résultent, la confrontation avec le mal dans une société dont les repères se sont affaiblis, oblige chacun à se construire en tant que personne et à fabriquer son identité à partir d'un sens en

élaboration permanente. Souvent cette construction prend la forme d'une résistance ou d'une réaction à une injustice et d'un combat pour la faire cesser. Sous de multiples formes, des liens s'établissent entre l'intériorité de chacun et des engagements démocratiques multiples, dans le domaine associatif notamment.

Cette relation entre intériorité et engagement renouvelle assez profondément le rapport entre le citoyen et la politique. La politique, traditionnellement, s'adresse plus à l'homme extérieur qu'à l'homme intérieur et agit par les idées, voire par l'idéologie. Ces nouveaux acteurs agissent pour une cause précise et avec leur singularité propre. Notre hypothèse est que cette intériorité de masse et ces engagements multiformes n'ont pas encore droit de cité dans notre espace public et que le système politique n'en tient pas assez compte. D'où un écart croissant avec les citoyens. Pourtant, le mouvement spirituel démocratique informel pourrait être une source de réactivation démocratique importante, à condition de trouver de nouvelles formes et ses canaux propres d'expression. Il pourrait contribuer au dépassement d'oppositions paralysantes (entre laïcité et religion, entre transformation personnelle et transformation collective, entre verticalité et horizontalité). Ce sera l'un des buts des ateliers thématiques du premier jour de cette manifestation que de tester cette hypothèse, en examinant, à partir d'expériences vécues dans les divers domaines de la vie économique et sociale, quels liens concrets s'établissent entre expérience spirituelle et expérience démocratique, et quelles conséquences peuvent en être tirées.

Parallèlement, nous constatons que les spiritualités et les religions, ayant, pour beaucoup d'entre elles, perdu de vue leurs propres repères, ou ne sachant plus les interpréter, subissent un éparpillement en de multiples formes, s'évadent dans l'imaginaire ou se condensent en idéologies totalisantes, simplistes ou sectaires. Au lieu de concourir à la recherche de sens sur les réalités humaines, elles risquent, au contraire de semer la confusion, et d'inciter à s'échapper du réel vers le mythique. Elles sont alors facilement instrumentalisées par le politique. N'arrivant pas à produire du sens pour une construction collective, elles laissent alors les hommes d'aujourd'hui sans espérance concrète, sans cette spiritualité de la Vie qui donne sa saveur à l'existence et dont la démocratie a besoin tout en pouvant aussi en être l'expression. C'est aussi pour tenter de remédier à cette situation que les trois mouvements qui organisent cette rencontre proposent, sans en sous-estimer les risques (d'où le titre !), une démarche mettant en jeu simultanément ces deux dimensions du spirituel et du politique, indissociables en chaque personne, en vue de contribuer à ce que Emmanuel Mounier invoquait en son temps, une « renaissance ».

- g) Ainsi, dans cette recherche d'une sorte de chemin de crête pour réactiver les valeurs démocratiques, leur donner toute leur effectivité, en évitant le double péril du fondamentalisme d'un côté et la laïcité close de l'autre, il nous paraît que *l'appel au spirituel peut avoir un vrai sens et une vraie portée. A condition que l'on s'entende aussi précisément que possible sur ce que nous entendons par là*, ce qui n'est pas aisé.

Le spirituel n'est pas pour nous synonyme de religieux. Il est ce qui appelle chacun à réfléchir à sa place dans l'espace et le temps, et à s'interroger sur sa finalité mais aussi sur le ressort qui sous-tend son action.

Nous nous reconnaissons dans cette formulation de Majid Rahnema : « Je veux parler de notre plus grande richesse, de « l'humain » caché en chacun de nous, ce noyau « d'humanum » qui loge en lui ce que certains appellent « le Dieu en chacun de nous » ou le Dieu tout court, ou encore ce que d'autres nomment Conscience, Raison, Amour... C'est dans cette composante humaine, dans ce « temple intérieur de la vie » que réside le seul espoir pour qu'un véritable présent soit réinventé... ».

Il y a bien entendu d'autres définitions possibles. L'une des associations organisatrice avait proposé en 1993, dans sa charte constitutive, de définir l'attitude spirituelle par le refus de l'inhumain et le souci de dépasser l'humain. En effet, l'homme devient facilement inhumain, on le sait et on ne le voit que trop, que cette inhumanité vienne du politique ou des religions ; elles aussi, dans leur souci d'absolu, lorsqu'elle s'idéologisent, sont tentées de devenir inhumaines, se trahissant ainsi elles-mêmes. C'est une première fonction du spirituel que de lutter contre cette tendance rémanente à l'inhumanité de l'homme, qu'elle vienne du politique ou du religieux. Mais ce n'est pas la seule : le spirituel revendique aussi, parallèlement, et au même niveau un dépassement de l'existence humaine considérée dans sa seule dimension matérielle. Il ne peut se satisfaire de l'auto-référencement de l'individu par lui-même tel que présent dans les formes extrêmes du libéralisme. Il voit l'individu comme une personne portée par une énergie et un projet qui l'entraîne et le surplombe et que chacun pourra nommer différemment : valeurs morales, humanisme, transcendance, Dieu. En ce sens, le spirituel est plus ouvert, plus multiforme, moins net que les religions, mais plus tolérant, plus démocratique, de nature à contenir tant les déviations politiques que les religions dans leur excès, sans pour autant gêner leur développement propre lorsqu'il est authentique et sert l'homme en Dieu et Dieu en l'homme, sans privilégier l'un des deux termes aux dépens de l'autre. Il nous paraît que cette vision du spirituel visant à perfectionner l'humain en l'homme à une fonction essentielle a rempli aujourd'hui pour accomplir le projet démocratique dans ce qu'il a de plus exigeant, de plus élevé et aussi de plus motivant et enthousiasmant. Nous le voyons, sous des formes diverses, capable de jouer un rôle de médiation, entre l'individuel et le collectif, entre la société civile et l'Etat, entre la laïcité et les religions. Un rôle de tiers inclus ou de tiers état en somme.

2. En posant l'hypothèse que la démocratie est, aussi, une valeur spirituelle, pas seulement un système politique, que voulons-nous dire et que voulons-nous provoquer de la manière positive ?

Nous voudrions dépasser la critique sociale et sociologique contemporaine de la démocratie, plus moralisante que vraiment morale, car coupée de toute dimension spirituelle profonde, et se privant par cela d'une bonne part de son efficacité

a/ Nous voulons tout d'abord rappeler que *si politique et spiritualité ont perdu leurs lettres de noblesses, elles n'ont pas perdu leurs sources*, qui sont depuis toujours présentes en toute personne, quel que soit son genre, son origine, sa culture, sa richesse, ou son rang

social :

- nous constatons tout d'abord que la source du politique, c'est le désir de paix et de justice présent en chacun, si nous entendons par politique l'organisation du « vivre ensemble » et des choix que cela implique, et si nous faisons nôtre cette définition d'Hannah Arendt : « Chaque homme en naissant, naît dans un espace commun. La pluralité précède l'individu. C'est cela le politique : l'expérience du commun, la mise en commun des actes et des paroles, animée par un goût de vivre ensemble ».
- ensuite, si nous nous référons aux tentatives de définitions évoquées ci-dessus, nous attestons que la source du spirituel réside dans le fantastique désir d'épanouissement personnel et de solidarité de l'humanité en chacun.

Ces deux désirs complémentaires sont présents en tout humain. Ils constituent l'énergie vitale de l'humanité qui se révèle en tous lieux, en tous temps, et souvent dans la fragilité, dans l'humilité, dans le secret, pour manifester l'espérance humaine quand tout semble la contredire, violences économiques, guerres, destructions. Ils sont aussi dévoyés par les désirs d'accumulation ou d'individualisme instrumentalisés par l'économie marchande.

C'est à partir de cette double énergie, politique et spirituelle (dans le sens large des termes), qu'il nous faut rechercher, dans le concret des réalités quotidiennes, les voies et les moyens d'une véritable renaissance du sens à la hauteur des enjeux de société. Cette double énergie est présente et active un peu partout dans tous les pays du monde. On peut en voir les signes, les échos, si l'on est attentif, mais les médias n'en rendent pas souvent compte et généralement les grands systèmes politiques ou religieux ne l'intègrent ni la valorisent, et ne savent pas en lire la trace Cette double énergie met en jeu aussi, en permanence et au travers de multiples initiatives le passage de l'individuel au collectif.

b) Nous devons réaffirmer parallèlement *que la démocratie est non seulement une philosophie de la vie et de la cité, mais aussi une exigence morale, et que cette exigence est extrêmement ambitieuse voire utopique.*

En effet, les démocraties acceptent de vivre avec le mal et avec l'imperfection, à la différence des totalitarismes, sans pour autant pactiser avec eux. Elle ne veut pas expulser le mal par la force, sans pour autant s'y résigner. Elle ne cherche pas à corriger ses citoyens, à les contraindre à pratiquer les vertus. Elle le prend tels qu'ils sont. Elle fait le pari moral de la liberté, et qu'ils en feront les meilleurs usages. Elle admet la co-existence du bon grain et de l'ivraie. Elle fait confiance à la personne humaine, telle qu'elle est, pour que la dignité de chacun soit respectée. Elle donne à chaque être humain une valeur irremplaçable, en lui donnant une part égale de la souveraineté. Chaque personne devient en quelque sorte « une histoire sacrée », pour reprendre une expression de Jean Vanier. De ce fait, chaque personne doit être mise en mesure de se réaliser pleinement. Chaque personne doit pouvoir donner le meilleur d'elle-même à la collectivité et, si possible, lui rendre autant et même plus que ce qu'elle a reçu d'elle. C'est cette condition qu'il peut y avoir progrès individuel et collectif. Cette finalité de la démocratie a une parenté profonde avec la spiritualité : celle-ci vise bien aussi à l'accomplissement de la destinée humaine dans le monde réel. Le fait que la spiritualité insiste plus sur les devoirs que les droits, à

l'inverse des démocraties, ne change rien à la chose. C'est bien, dans les deux cas d'accomplissement qu'il s'agit. Sur des champs et avec des moyens différents, mais qui ont entre eux de nombreux points d'intersection

Cette finalité de l'égalité de dignité est sans cesse bafouée dans les faits. Mais cet écart, loin de conduire à la résignation, tentation trop facile, est le moteur même de la démocratie. C'est à partir du constat de ses insuffisances, en confrontant la réalité à sa vision utopique et même transcendante que la démocratie reste vivante et active : par le constat de ses limites et la volonté de les dépasser. Rappeler la substance de l'exigence démocratique, ce n'est pas seulement une attitude politique, c'est aussi un combat spirituel. C'est ce que le communisme n'a pas voulu voir, restant prisonnier d'une vision à la fois mécanique et matérialiste qui a engendré son échec. C'est le risque que court aujourd'hui une certaine vision du libéralisme qui partage en fait les mêmes présupposés que le communisme sur ces deux points. C'est le risque que court aussi une partie de la gauche qui est devenue prisonnière de l'individualisme utilitariste et ne fait pas, ou plus, la liaison entre transformation sociale et transformation personnelle.

c/ *Nous voulons consolider les fondements de la démocratie, en lui donnant une autorité plus forte grâce à l'alimentation d'une source extérieure.*

Les démocraties, en prenant inconditionnellement le risque de la liberté, s'exposent à la fragilité. Elles acceptent la présence en leur sein de leurs ennemis. Comment donc les protéger contre elles-mêmes, contre des majorités changeantes qui peuvent être tentées d'en oublier les principes, de suspendre certains droits, de faire place à des visions totalitaires de la société ? Comment donner à la démocratie une autorité particulière sur la société qui la mette à l'abri des contingences, des démagogues, des populismes du moment ? Cette question est soulevée notamment par Hannah Arendt dans *"La crise de la culture"*, ou par Michel Henry. Celui-ci écrit : « Les Droits de l'Homme ne fondent la démocratie qu'à la condition d'être eux-mêmes fondés. C'est pourquoi une Déclaration, si solennelle soit-elle, ne suffit pas. Doit exister quelque part, sous la forme d'une réalité incontestable, l'ultime principe qui établira les Droits de l'Homme de manière à les rendre imprescriptibles en effet, inaliénables et inviolables. De quel principe radical dispose la démocratie pour fonder les Droits sans lesquels elle devient incapable de se dissocier des régimes de terreur et de mort. Cela suppose que la démocratie soit revêtue d'un certain caractère sacré, au sens étymologique d'une institution qui ne peut être saisie par des mains profanes ». Les Constituants de 1789 étaient bien conscients du problème, lorsqu'ils avaient édicté la fameuse Déclaration des droits de l'Homme « en présence et sous les auspices de l'Être suprême ». Ils avaient senti que la démocratie nouvelle avait besoin d'une sorte de surplomb qui la valide et la protège. C'est pour cela aussi que l'on a senti la nécessité de poser le fronton de la Fraternité sur les deux colonnes de la Liberté et de l'Égalité ; mais cet appel à la Fraternité suppose implicitement une Paternité, fait remarquer Marie Balmay ? Quelle est donc cette paternité cachée à laquelle renvoie également de manière implicite la Déclaration universelle des Droits de l'Homme lorsqu'elle se réfère à la famille humaine ? Si, en France, on préfère parler de République plutôt que de démocratie, c'est pour bien marquer que pour se réaliser, pour se fonder elle-même, la démocratie doit se dépasser en permanence et s'incarner dans des institutions sociales qui assurent la justice. Dans cette perspective, Emmanuel Lévinas va même plus loin lorsqu'il écrit : « Les institutions laïques qui placent les formes fondamentales de la vie publique en dehors de

préoccupations métaphysiques ne peuvent se justifier que si l'union des hommes en société, si la paix, répond elle-même à la vocation métaphysique de l'homme. Sans cela, le laïcisme ne serait que le recherche d'une vie tranquille et paresseuse, une indifférence à l'égard de la vérité et des autres, un immense scepticisme ». De même, en parlant de « promesse démocratique », Hannah Arendt met bien en valeur ce nécessaire horizon transcendant de la démocratie.

En affirmant que la démocratie est une valeur spirituelle, à la fois immanente et transcendante, nous voulons mettre en avant cet étayage nécessaire de la démocratie, tout en respectant les valeurs et convictions de chacun. En un mot, pour se réaliser pleinement, la démocratie doit s'appuyer sur une spiritualité démocratique. Elle ne tient pas debout toute seule si elle veut être vraiment elle-même. Pour trouver l'énergie individuelle et collective nécessaire pour répondre aux défis de notre société, sans tomber dans les facilités et dans les pièges des idéologies, elle a besoin d'une spiritualité forte, mais ouverte, en recherche permanente, qui la soutienne.

c) Cela est d'autant plus vrai que les démocraties vont nécessairement devoir s'engager sur des terrains nouveaux pour elles, ceux du sens, et de l'identité, dans un contexte de multiculturalisme accru.

Les démocraties se sont constituées pour affirmer l'autonomie juridique de l'individu face à des systèmes de sens trop contraints et ne respectant pas la liberté de chacun. Elles ont gagné ce combat, au point qu'il s'est peu à peu inversé. Aujourd'hui, le problème est de s'organiser collectivement pour aider chacun à forger le sens qu'il donne à sa vie, et à accéder à une identité choisie, construite, reconnue. Nos sociétés ne peuvent fonctionner que si chacun de ses membres a la solidité suffisante pour assumer sa propre responsabilité au sein de l'ensemble collectif. La démocratie ne peut plus se désintéresser de ce qui se passe dans le for intérieur. Bien que l'on puisse aussi la définir comme l'espace commun de la recherche du sens, elle n'est pas accoutumée à aborder ces dimensions. Elle hésite à aborder ou à reconnaître pleinement un territoire inconnu où n'opèrent pas ses instruments usuels : Comment peut-elle et doit-elle travailler démocratiquement sur le sens, sur les identités, sur le monde commun des multiples différences? Mais, faute d'en prendre le risque, tout tend à démontrer qu'elle prend le risque de l'insignifiance. Il faut qu'elle fasse pressentir aux individus, à ceux dont l'identité est flottante et en manque de projet, qu'elle reconnaît cette dimension intérieure, et même qu'elle la requiert.

d) *L'affirmation de ce nécessaire ancrage spirituel de la démocratie nous paraît, par voie de conséquence, nécessaire à plusieurs points de vue :*

Pour remédier aux déviations potentielles inhérentes aux démocraties, telles qu'analysées notamment par Tocqueville, et que l'on peut résumer, ainsi que l'exprime Agnès Antoine, comme un triple excès d'individualisme, de rationalisme et de matérialisme. Il est clair que nous vivons ces excès, avec les risques de fausses compensations. Jean-Claude Guillebaud précise ce diagnostic en mettant en valeur trois types de dérèglements : l'envahissement des démocraties par la pensée du nombre et du quantitatif ; leur difficulté à se situer dans le temps long et leur incapacité congénitale à se confronter à la question du mal. Tocqueville voyait dans les religions un

contrepois nécessaire à chacun de ces excès. Mais cela suppose des religions acceptant pleinement le principe démocratique, ce qui ne va pas de soi, prend un certain temps et résulte d'une pratique. Il faut en outre tenir compte du principe de laïcité propre à la France. Affirmer la démocratie comme une valeur spirituelle, comme une forme de spiritualité, imposant la tolérance aux religions lorsqu'elles ont tendance à s'en écarter, permet de contourner ces obstacles ;

Pour créer un espace commun pour assurer un réglage plus apaisé des relations entre politique et religion, relations qui sont toujours difficiles. Cet espace met en valeur le fait que la vie politique démocratique a besoin des valeurs spirituelles pour bien s'exprimer et que, parallèlement, les religions ont également besoin, comme garde-fou, des valeurs de tolérance développées par les démocraties ;

Pour créer entre les religions elles-mêmes, qui se sont si souvent combattues violemment, qu'elles sont si prêtes à le faire à nouveau, ou à s'ignorer mutuellement dans un splendide isolement, un espace de dialogue et de discussion à la fois stimulant et pacificateur. Celui-ci devrait être à la fois inter religieux (entre institutions), intra religieux (passant par l'intériorité de chacun, dans un but d'enrichissement mutuel) et méta religieux (avec la distance critique permettant des comparaisons objectives et la détection éventuelle d'une grammaire commune).

Pour que cette spiritualité démocratique aide à gérer la complémentarité et l'antagonisme entre démocratie et marché, entre le fait que pour la démocratie chaque personne vaut une voix, tandis que pour le marché, c'est chaque euro qui donne une voix.

d/ *L'affirmation que la démocratie est une valeur spirituelle doit également comporter certaines limites et ne pas tomber à son tour dans l'excès.* En particulier :

il ne s'agit pas de créer une religion civile, avec sa culture, des prêtres, sa morale. Il s'agit, encore une fois, d'un espace ouvert ;

il ne s'agit pas non plus d'empiéter sur le champ des religions, qui ont toute leur légitimité, mais doivent aussi se soumettre à des disciplines collectives. Elles visent l'au-delà de la société, et cela doit être reconnu, mais elles fonctionnent dans la société et doivent accepter de cohabiter avec des personnes qui ne se reconnaissent pas en elles, donc accepter la diversité ;

il ne s'agit pas non plus d'obliger chacun à adhérer à cette affirmation que la démocratie est une valeur spirituelle, mais d'accepter que la question soit posée en terme d'interpellation, avec de solides arguments à l'appui.

3. Les implications concrètes de l'affirmation selon laquelle la démocratie est une valeur spirituelle.

Il n'est évidemment pas question de déduire une politique ou un programme de cette affirmation, sur un mode transposé de la "politique tirée de l'écriture sainte". C'est un esprit tout à fait opposé à cela qui nous anime, puisque la spiritualité démocratique dont-il s'agit est une recherche permanente.

Est-ce pour autant que cette présentation de la démocratie soit vide de contenu opérationnel ? Nous ne le pensons pas non plus, car elle a des implications fortes en tant qu'elle engendre nécessairement un état d'esprit, des attitudes, des comportements, des orientations tout à fait fondamentales. On en énumèrera ci-dessous certaines, peut-être les plus importantes, sans prétention à l'exhaustivité.

a/ *Si la démocratie est, elle-même, en tant que telle, une valeur spirituelle, cela veut dire qu'une certaine convergence doit s'établir entre les deux notions.*

Ceux pour qui les valeurs spirituelles ou religieuses sont premières doivent considérer avec le même respect les valeurs démocratiques, donc y contribuer. Et, inversement, ceux pour qui les valeurs démocratiques sont premières doivent accorder un respect équivalent aux convictions spirituelles et religieuses, tant qu'elles ne remettent pas en cause la démocratie, donc accepter que la société bénéficie de cette alimentation. Cette acceptation mutuelle, cette recherche de complémentarité, serait sûrement un facteur de dynamisme démocratique et spirituel. Elle aboutit en somme, d'une part, à ce que la démocratie, lorsqu'elle est pratiquée de manière authentique, soit vécue aussi comme une expérience spirituelle et intérieure et, d'autre part, à ce que les pratiques spirituelles effectives soient vécues comme une forme d'accomplissement de la démocratie.

b/ *La vision spirituelle de la démocratie conduit à mettre l'accent sur l'éducation tout au long de la vie, éducation au sens large, à la fois démocratique et spirituelle, l'une et l'autre jamais achevées, fondatrices d'un double civisme, politique et spirituel*

D'où l'importance, dans la formation initiale, des humanités et de la connaissance des religions. D'où aussi la nécessité d'adopter une vision large de la formation tout au long de la vie qui, dans cette perspective, ne saurait se réduire à la seule formation professionnelle : il s'agit bien de formation à la construction de soi et de formation du rapport à l'autre. D'où aussi la nécessité de soutenir et peut-être de rénover les différentes formes d'éducation populaire pour qu'elles jouent un rôle nouveau et maintiennent cette fonction sociale qui s'est avérée si essentielle pour passer à l'âge démocratique. L'organisation sociale doit donc faire en sorte que ce travail sur soi et sur la relation à autrui soit possible. C'est la condition de l'apprentissage à la coopération et à la construction d'objectifs partagés.

c/ *L'éthique de la discussion, comme fondement d'une démocratie participative permettant un traitement non violent des conflits, apparaît-elle aussi comme un nouveau principe de base de l'organisation sociale devant à la fois être enseigné et pratiqué aux divers échelons de la vie de la cité.*

La démocratie moderne a besoin d'un nouvel outillage pour faire émerger le sens, mais cet outillage est moins procédural ou institutionnel qu'éthique. C'est une compétence sociale, un éthos, un habitus nécessaire pour débattre afin d'avancer dans le même sens ? Il s'agit de créer des espaces de communication sans visée stratégique immédiate où les participants à un débat complexe, difficile ou conflictuel, acceptent de mettre en commun leurs informations pour en supprimer les asymétries, font remonter leur vécu, et cherchent ensemble à expliciter leurs vrais désaccords ou à trouver des consensus, en dissipant les malentendus ou procès d'intention. Cette pratique, qui permet ensuite à la démocratie représentative de fonctionner sur des bases infiniment plus solides, implique une vraie capacité d'écoute et de remise en cause, sur des questions où la pensée de chacun a un contenu identitaire fort. Ce que Gadamer exprime en affirmant qu'il « y a désormais la tâche d'apprendre à connaître le commun dans l'autre et dans l'altérité ». Exigence qui décrit parfaitement cette caractérisation spirituelle de la démocratie authentiquement vécue.

- d/ Une autre conséquence de cette vision de la démocratie est qu'elle *relativise l'économie* qui domine excessivement notre société, et fait l'objet d'une certaine sacralisation, voire d'une idolâtrie de fait.

La remettre à sa place, comme une fonction parmi d'autres, comme une des formes de la richesse, mais pas la seule, les valeurs relationnelles, conviviales, humanistes, spirituelles ayant autant de prix, sinon plus. Ainsi peut s'amorcer cette révolution copernicienne si nécessaire d'un point de vue social et écologique permettant de réhabiliter la gratuité, le don, le désintéressement, le temps choisi, la hiérarchisation des désirs, en distinguant l'essentiel du superflu et en ne séparant plus le souci de soi, le respect de l'autre et la recherche d'institutions justes pour reprendre la distinction de Paul Ricœur.

- e/ Affirmer que la démocratie est une valeur spirituelle, c'est aussi *obliger l'acteur*, quel qu'il soit (économique, social, politique associatif) et à tout niveau, *à se poser pour lui-même, pour son action, la question spirituelle*.

Son désir de pouvoir légitime au départ va-t-il être au service du sens, ou se développer pour lui-même, de manière autonome, en se détachant du sens, voire en le polluant ou en le contredisant ? Comment l'acteur démocratique va-t-il s'étayer lui-même dans sa confrontation avec le pouvoir, ce pouvoir qui est sacralisé si facilement et qui devient but en soi ? Comment va-t-il gérer la frontière entre compromis et compromission ? La question est ainsi posée *d'équiper l'acteur d'un minimum de capital social éthique* pour l'aider à assurer cette confrontation faute de voir les dysfonctionnements prendre une importance croissante. Cet équipement paraît être assuré de manière optimale quand quatre conditions sont remplies : l'acteur fait un travail régulier d'intériorité sur lui-même ; il dispose d'un groupe de pairs et d'amis pour échanger sans être jugé sur les questions délicates qui se posent à lui ; il est rattaché à une institution ayant forgé un corps de doctrine ayant surmonté l'épreuve du temps ; et il reste malgré tout ouvert sur les autres traditions spirituelles ou religieuses, sur les apports des sciences, sur l'universel en un mot. A chacun d'organiser cet équipement, de façon plus ou moins complète, mais la question est, en tout cas, posée.

- f/ Les conditions seront peut-être alors réunies pour *voir apparaître sur le terrain*

politique des responsables capables de poser un diagnostic, de proposer une vision, de l'incarner dans un projet et un programme, et de s'y engager vraiment avec ce mélange de détermination et prudence qui définit le "grand homme" selon Max Weber, tout en assumant les risques que cela comporte. Car il y a risque à s'engager ainsi, risque à être désavoué par les faits ou par l'opinion, et il peut paraître plus sûr de surfer sur les sondages, de considérer que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, ou encore de demander plus à l'impôt et moins au contribuable. Mais ces pratiques minent la démocratie et ouvrent la voie à toutes les aventures. La démocratie suppose le compromis, mais la compromission généralisée tue la démocratie. C'est dans cette perspective notamment que la politique doit s'exercer « au risque de la spiritualité ».

g/ *Chacun devra, en termes programmatiques, décliner, à sa façon, ces orientations, compte tenu de son passé, de sa tradition culturelle, de son histoire.*

Elles conduisent à un refus des maltraitances de tous ordres, à un refus des exclusions, à un rejet de la guerre des civilisations, à l'acceptation de la diversité et de la différence, à la recherche du développement de l'humain en l'homme, à un mode de développement équilibré à l'échelle mondiale, à un respect critique des institutions destiné à rénover celles-ci, non à les détruire. Mais il n'y a pas sur tous ces sujets de programme d'action spirituelle fait sur mesure.

h) Enfin nous avons bien conscience *que le caractère spirituel de la démocratie se vit différemment d'un contexte national ou culturel à l'autre*, et que l'Europe a sans doute une voix commune à exprimer à ce sujet, et que tout cela pose des problèmes philosophiques et théologiques réels qu'il faudra approfondir. Mais cela ne nous paraît pas constituer des motifs suffisants pour renoncer à mettre en avant cette vision des choses.

i) Pour illustrer ces réflexions de manière concrète, à propos de ce qui peut constituer un véritable projet de société, nous avons souhaité *poser la question d'un service civique obligatoire.*

Nous passerons cette idée au tamis de l'éthique de la discussion, nous méfiant d'un consensus trop vite acquis et du risque d'un nouvel échec collectif possible si nous ne prenons pas conscience enjeux qu'il soulève et des difficultés qu'il comporte. Un service civique obligatoire pour qui, avec qui, dans quel but, sous quelle forme, pour quelle créativité, avec quelles sanctions éventuelles ? Voilà un cas d'école de choix pour les problèmes que nous entendons soulever.

Questionnement d'accompagnement de la lecture du texte

Quel sens le mot démocratie a-t-il pour vous ? En quoi cette valeur intervient-elle dans votre vie de citoyen, de membre de la société ? Quel impact a-t-elle sur le

regard que vous portez sur le monde ?

De quelle manière développez-vous la dimension spirituelle de votre personne ? Votre recherche spirituelle influe-t-elle sur votre pensée et votre action de citoyen ? Comment ? A travers quelles situations concrètes ?

Comment se construisent les repères éthiques qui guident votre action citoyenne ?

Texte 4 : Réfléchir et agir ensemble : l'Éthique du Débat

Le thème retenu pour la deuxième journée est : l'éthique du débat : une nouvelle exigence.

Pourquoi nouvelle et pourquoi exigence ? C'est à ces deux questions que la présentation qui suit entend répondre.

I – Qu'y a-t-il de nouveau ?

Ce qui est nouveau, c'est la multiplication des débats et des objets de débats et, concomitamment, l'augmentation des difficultés à trouver des terrains d'entente, l'augmentation des difficultés à s'accorder. Or, la vie collective, - on l'oublie souvent - demande de l'entente, demande de s'accorder, demande qu'à un moment le débat cesse et qu'un accord, même temporaire, soit trouvé, pour permettre l'organisation de la vie commune.

1.1 - Le foisonnement des débats, il n'y a qu'à ouvrir son journal pour s'en rendre compte. Certes, il n'est pas nouveau que les conditions de la vie commune, les choix politiques, le déroulement des rencontres sportives, ou les créations artistiques fassent débat. Ce qui est nouveau, c'est que des institutions autrefois pérennes fassent débat aujourd'hui. Ce qui est nouveau, aussi, c'est l'augmentation du nombre et de la diversité de ceux qui entendent participer au débat. Ce qui est nouveau enfin, c'est la diversité des lieux où l'on débat, à commencer par ce lieu sans frontière qu'est le réseau internet.

Reprenons ces différents points :

Les institutions ne constituent plus le cadre stable et pérenne du vivre ensemble.

Prenons deux exemples particulièrement sensibles et qu'il ne s'agit pas d'explorer maintenant : celui de l'appartenance à la communauté nationale et celui du mariage. Pour la première, on sent bien qu'aujourd'hui toute une part de la réalité échappe à nos définitions institutionnelles. Il y a des nationaux qui se sentent étrangers ou sont traités comme tels, il y a des étrangers qui ne sont pas traités ou perçus comme tels. Quel est le contour de l'ensemble national ? De qui sommes-nous solidaires ? Cela ne va plus de soi. Le second exemple est celui du mariage, l'une des institutions qui a été reconnue le plus largement dans l'espace et dans l'histoire, l'une des plus stables, l'une des mieux définies, voilà que notre temps la remet en cause, que notre temps met en débat sa signification.

« Dès lors que les citoyens adhèrent raisonnablement à des doctrines morales, plus ou moins compréhensives, qui divergent, il peut s'installer entre eux de profonds désaccords, quant aux raisons de reconnaître comme justes les institutions de base de la société et les principes qui les régissent. ».

Un deuxième constat porte sur le cadre du débat. On s'aperçoit que les corps institués n'ont plus le monopole du débat dans le champ de leur compétence.

Les Eglises et les sociétés de pensée n'ont plus le monopole du débat éthique, en tous cas plus la préséance dans le débat éthique. Chacun se sent à même de s'en saisir, d'y apporter sa contribution, de penser la faire partager. Pensons à l'exemple de l'euthanasie.

Les partenaires sociaux sont en voie de se trouver dans le même cas pour ce qui concerne le dialogue social. Dans une société à fort taux de chômage et de précarité, le dialogue social ne peut plus se trouver restreint au seul champ du travail salarié. D'autres participants doivent y être introduits.

Le troisième constat est celui de la multiplication des espaces de débat.

Chacun sait combien internet, par son économie et sa facilité d'utilisation, multiplie les émetteurs et les destinataires de messages. Mais, il n'y a pas qu'internet. Aujourd'hui les partenaires sociaux, les associations, sans doute aussi les administrations, ne savent plus où trouver le temps et les forces vives nécessaires pour participer à toutes les concertations qui leur sont proposées et qui sont nécessaires pour faire face à la complexité et à l'enchevêtrement des problèmes, lieux de concertation qui se multiplient, du fait, notamment, de la décentralisation, mais aussi de l'europanisation.

1.2 - L'augmentation des difficultés à trouver des terrains d'entente, l'augmentation des difficultés à s'accorder.

Parallèlement à cette multiplication des débats, n'assiste-t-on pas aussi à une augmentation des difficultés à s'accorder, à élaborer des compromis ?

Les raisons en seraient :

Multiplication du nombre et hétérogénéité des intervenants dans le débat

Faiblesse du désir de monde commun

Obstacles rencontrés pour la constitution d'un monde commun ou les conditions de possibilité d'un monde commun

Absence d'un référentiel commun

Absence d'un espace adéquat de discussion ou nécessité de faire effort pour le créer

Manque de connaissance partagée des faits

Capacité argumentative

Existence d'enjeux personnels venant compliquer la perception de la finalité de l'exercice collectif

Multiplication du nombre et hétérogénéité des intervenants dans le débat

Ne sommes-nous pas passé du débat entre des groupes, au débat entre des individualités, ou, plutôt, du débat entre des grands ensembles – on parlait de lutte des classes – au débat entre des petits groupes ? Il faudrait ici beaucoup de temps pour décrire le processus d'individualisation de la société, de perte des identités collectives, du renvoi de chacun à la responsabilité de soi. Toujours est-il que le seul fait qu'il y ait de plus en plus d'entités, qu'il

s'agisse d'individus ou de petits groupes des mêmes, à vouloir s'affirmer et être reconnus dans l'espace public, révèle l'hétérogénéité sociale et rend, a priori, l'entente plus difficile.

Faiblesse du désir de monde commun

Cela d'autant que le désir de monde commun est faible. Désir de monde commun, c'est-à-dire, aspiration à s'entendre, aspiration à avoir une compréhension partagée de la situation, aspiration à se trouver des choses en commun au-delà des particularités de chacun. C'est comme si l'investissement de chacun dans sa propre construction identitaire, construction qui n'est aboutie que si elle débouche sur la reconnaissance de soi par l'autre, était tel, qu'il n'y avait plus d'énergie de reste pour s'investir dans la construction du monde commun.

Or, il faut, pour faire société, que le désir du vivre ensemble l'emporte sur le désir de reconnaissance de sa propre singularité.

«L'issue constructive d'un conflit n'est possible qu'à la condition expresse que les protagonistes n'aient pas une conception destructrice de celui-ci et qu'ils manifestent leur bonne volonté dans la recherche d'un accord. » (« le débat public en apprentissage » Louis Simard et allii p.192)

Obstacles rencontrés pour la constitution d'un monde commun ou les conditions de possibilité d'un monde commun

Absence d'un référentiel commun

Encore faut-il, pour s'entendre et se trouver, qu'il y ait un minimum de référentiel commun, autrement dit, une possibilité de se référer à quelque chose qui transcenderait nos différences. Encore faut-il que nous ayons un horizon commun, une notion commune de ce qu'est l'humain, que nous ayons un projet commun, une aspiration qui transcende chacune de nos existences singulières.

Or il se trouve que nous sommes aussi à une époque où l'idée même de transcendance a mauvaise presse. A tel point que le philosophe qui a le plus réfléchi à cette question de la réalisation de l'entente, l'allemand Jürgen Habermas, s'est un moment efforcé de s'en passer, en bâtissant toute entente sur le simple échange des arguments, avant de s'apercevoir, au cours de ces toutes dernières années, qu'il sans doute illusoire d'y arriver de cette manière.

D'autres, comme John Rawls, ont réduit la base de l'entente à l'accord sur la notion de ce qui est juste dans l'accès aux moyens de satisfaire les besoins fondamentaux, ce qui évitait d'avoir à s'accorder sur un système éthique plus ambitieux. Seule une conception commune de la justice était nécessaire.

Et puis, il y a ceux, tel Hans-Georg Gadamer qui pense que, même de façon implicite, non définissable, non objectivable, comme à l'arrière-plan de notre conscience, il y a une aspiration au Bien. Tout-à-la fois, une compétence pour juger ce qu'il est bon de faire et la reconnaissance d' « une incompétence par rapport à ce qui est vraiment le Bien. » p.123

Au moment même où nous mettons l'accent sur nos particularités et où nous nous focalisons sur nos différences, peut-être faut-il faire nôtre la recommandation de H-G Gadamer : « Il y a désormais la tâche d'apprendre à connaître le commun dans l'autre et dans l'altérité »
Gadamer p.125

Absence d'un espace adéquat de discussion ou nécessité de faire effort pour le créer

L'espace de discussion adéquat susceptible de mettre en présence les parties concernées ne préexiste pas nécessairement au débat. Ce qui exige toute une invention, tout un effort pour le constituer. Avec lui émergeront aussi des acteurs qui, à l'occasion du débat, prendront conscience de leur rôle par rapport à la question soulevée, construiront leurs positions spécifiques, mais aussi finiront par se découvrir un monde commun.

Pour citer quelques exemples de notoriété publique : rappelons-nous le travail exemplaire pour amener à se rencontrer et à dialoguer des personnes qui s'excluaient mutuellement et aboutir à l'accord de Matignon sur la Nouvelle Calédonie, rappelons le laborieux travail pour réunir les diverses obédiences et aboutir à une organisation du culte musulman en France. Rappelons la construction d'une problématique commune aux syndicats, aux associations et aux administrations centrales sur la question des retraites. Donnons tout simplement l'exemple de l'initiative prise par l'hebdomadaire La Vie de réunir les représentants de groupes et d'institutions très diverses pour les faire discuter de l'idée de service civique obligatoire et de sa mise en œuvre.

Manque de connaissance partagée des faits

La participation au débat requiert, d'abord, d'observer, d'être attentifs, de regarder et d'écouter, en évitant de filtrer nos perceptions en fonction de nos préférences ou d'un point de vue trop étroit. Elle requiert des participants qu'ils mettent leurs observations sur la table. C'est une étape incontournable du débat et la moitié du chemin à parcourir pour arriver à s'entendre. C'est à proprement parler constituer le monde qui sera commun aux participants.

Une part importante des controverses politiques se rapporte en effet à l'identification des faits et des conséquences plus ou moins probables des décisions et des pratiques . « On voit s'affronter experts ou simples citoyens sur des données, sur des chiffres, sur des prévisions, etc. » (Hervé Pourtois)

« L'approfondissement des connaissances, s'il formait le cœur du programme, n'était pas – de loin - le seul moyen de participer aux activités réformistes. Les arguments réformistes favorisaient aussi les travaux de synthèse, de vulgarisation, voire de simple répétition, à la fois vis-à-vis du public et des décideurs. L'image de "l'inévitable choc à venir", les récits basés sur "l'urgence" et les "décisions qui ont déjà bien trop tardé" composaient des discours, des articles ou des notes internes, qui, sans effort ni originalité, se chargeaient d'une remarquable efficacité cognitive. Chacun pouvait prendre place au sein du projet collectif, contribuant à la fois à l'avancement des travaux et à la prise des "décisions politiques urgentes" que le programme appelait de ses vœux. » (Lamothe)

Capacité argumentative

« Pour qu'une discussion soit idéale dans le sens habermassien, il ne suffit pas que ceux qui argumentent obéissent mutuellement aux principes de l'éthique du discours ; même ceux qui ne parlent pas clairement doivent être considérés comme des membres du groupe et chaque membre du groupe doit avoir une attitude non manipulatrice envers tous les autres. En ce qui concerne ceux qui sont incapables de bien débattre, il reste toujours la belle recommandation de William James : « écouter les plaintes des blessés ».

Existence d'enjeux personnels venant compliquer la perception de la finalité de l'exercice collectif

Parmi les obstacles rencontrés pour la constitution d'un monde commun, il faut enfin mentionner le fait que, pour les participants, ce qui va se passer dans le débat représente souvent un enjeu personnel qu'ils vont chercher à faire valoir au risque d'occulter la perception de la finalité de l'exercice collectif.

Les participants se présentent avec des attentes diverses et pas seulement celle de s'entendre sur une définition commune de la situation ou des solutions à mettre en œuvre.

Il y a ceux qui sont là dans l'espoir de trouver des personnes avec lesquelles ils pourront s'identifier, former des alliances et ainsi se sentir plus forts ou, tout simplement, échapper à leur solitude.

Il y a ceux qui y voient le moyen **d'élaborer leur propre système de sens** dans la mesure où le débat est une occasion d'interaction ; nous y confions à autrui le soin de nous faire fonctionner, car, comme le souligne Jürgen Habermas : « les individus sont des personnes qui ne s'individualisent qu'au sein du processus de socialisation ». En même temps, apparaît la peur de mettre en péril son système de sens -et sa propre croyance dans son système de sens-, au cas où il ne sortirait pas indemne de la confrontation avec d'autres. Il faut noter que le risque à cet égard ne cesse de s'accroître. Quand les débats se réduisaient à des affrontements idéologiques, il n'y avait pas grand risque pour les participants. Les systèmes étaient capables de se défendre, au besoin par un déchaînement de violence collective ; ils sortaient indemnes de la confrontation. Aujourd'hui, bien souvent, les participants sont des individus seuls dans l'arène, leurs groupes d'appartenance sont des entités trop lointaines ou trop faibles pour qu'ils se sentent soutenus et qu'ils puissent s'appuyer sur des positions collectives pour conserver intact leur propre système de référence. Ou alors, quand ils se retrouvent en groupes homogènes, il s'agit le plus souvent de prendre des positions corporatistes sans gloire, à faible pouvoir moral, à faible potentiel d'universalisation et de production de sens, donc à faible enjeu, non seulement pour les autres, mais aussi pour soi.

Sont également présents

-le **désir de valider** auprès d'autres son système de sens et ses croyances et de se trouver une appartenance commune, au mieux sans avoir à remettre en cause sa propre cohérence ;

-un **désir de monde commun**, de paix, de sens, d'entente et de résolution de problèmes et, en même temps, la peur d'avoir à faire, une fois de plus, le constat de la difficulté de l'entente interpersonnelle et de sortir du débat avec encore moins d'espérance qu'au début ;

-la fatigue d'avoir à fournir l'énergie requise, dans la mesure où l'éthique du débat exige des contributions coûteuses pour les participants, ce qui d'ailleurs la fait percevoir comme une pratique élitiste ;

-la frustration de ne pas pouvoir donner la première place au sentiment alors que, comme le signale Michel Maffesoli : « nous sommes dans une société qui ne se reconnaît plus dans les grands événements, mais qui souhaite voir s'exprimer et représenter ce qui la touche directement. Nous sommes davantage dans une période qui privilégie le ressenti, plutôt qu'un verbe et une réflexion sur le monde ».

II Exigences à respecter pour que le débat soit valide ou règles de l'éthique du débat

L'éthique du débat : une nouvelle exigence. Après avoir essayé de dire ce qu'il y a de nouveau dans les enjeux et les conditions du débat, voyons quelles exigences entraîne la pratique de l'éthique du débat.

Le débat impose aux participants de bien distinguer les trois registres des faits, des normes et des sentiments ou de l'expérience intérieure.

Il s'agit apparemment d'une distinction simple, mais, si l'on écoute bien ce qui se passe dans les débats, on s'aperçoit qu'elle est rarement observée.

Il s'agit de faire reposer l'entente recherchée sur :

- un savoir partagé
- une convergence des systèmes de référence à partir desquels nous émettons des jugements
- une confiance réciproque entre les participants

Reprenons ces trois termes

-il faut d'abord mettre des faits sur la table en respectant la vérité. Oh ! certes, il va déjà entrer de la subjectivité dans le choix des faits apportés ou des événements relatés. L'essentiel est de mettre à l'épreuve sa propre capacité à observer et à connaître pour contribuer à constituer le patrimoine commun de connaissances qui servira de matière première au débat ;

-viennent ensuite, mais ensuite seulement, les avis et jugements que l'on est appelé à formuler sur la situation, avec la difficulté que ces jugements sont portés en fonction d'un système de normes dont rien ne dit qu'elles sont communes à tous les participants ; ce qui va faire que toute une part de la discussion va porter sur ces systèmes de normes ou sur ce que Pourtois appelle la reconnaissance des significations sociales des pratiques. « La majeure partie des conflits moraux auxquels nous sommes confrontés dans le champ politique n'ont pas pour origine des divergences de principes ou de doctrines entre groupes. Si l'on se penche sur les controverses qui surgissent de nos jours dans le débat public, on doit reconnaître que les sources majeures de différends se situent à d'autres niveaux : tantôt au plan des considérations empiriques et tantôt au plan de la reconnaissance des significations sociales des pratiques » ;

-reste la nécessaire confiance entre les participants. Sans doute est-elle fonction de la capacité de chacun d'entre eux à être en contact avec sa propre réalité et avec son expérience la plus profonde, ce qu'il y a probablement de plus commun entre les participants. Si chacun a abandonné le soin de son identité à un système idéologique quel qu'il soit, à une explication globalisante dont il n'a pas fait l'expérience de la validité en profondeur pour lui-même, il perd toute chance d'être rejoint par ceux qui ne partagent pas le même corpus idéologique. Si on appelle spiritualité, cet ancrage, cette stabilité intérieure, cette identité profonde, on peut dire que c'est là où se trouve la condition spirituelle de la constitution d'un monde commun, qui est la capacité à transcender les divergences dues à la diversité dans la perception des faits et dans les référentiels du jugement. Il dépend de la capacité d'intériorité et d'authenticité de chacun des participants que cette condition soit réalisée.

Tout cela peut paraître bien ambitieux et manquer de sens pratique. Alors, au risque d'encourager notre tendance à privilégier l'attention sur les normes pour éviter d'avoir à s'impliquer dans les enjeux, donnons, pour terminer, quelques règles d'éthique du débat qui ont toutes en commun de contrecarrer notre tendance à utiliser le débat d'abord à notre profit personnel. L'observation de ces règles devrait progressivement se faire sans y penser, elle devrait devenir un réflexe pour que notre attention ne soit pas monopolisée, notre spontanéité paralysée, et gênés la rencontre et le rapprochement entre les participants.

On pourrait les formuler ainsi :

- éviter les omissions et les mensonges dans la narration des faits
- approfondir notre argumentation
- ne pas déformer de façon malveillante le discours d'autrui. Ne pas, par exemple, miner l'argumentation d'autrui en sortant l'argument qu'il utilise de son contexte de pertinence et de cohérence
- ne pas vouloir généraliser à partir d'un fait ponctuel ou d'une expérience réduite
- ne pas prendre appui sur l'avis de tiers absents qui ne sont pas là pour le confirmer
- ne pas utiliser l'espace du débat pour donner sa position sur des sujets extérieurs à ce qui fait l'objet du débat, mettant à profit le fait qu'il n'y a pas de possibilité d'en discuter
- ne pas désigner de boucs émissaires, autrement dit ne pas chercher à fonder l'entente entre les participants sur la condamnation d'un tiers
- ne pas s'accorder à soi-même le privilège de formuler des consensus non vérifiés par des phrases du genre : « nous pensons tous que... »

-freiner sa tendance à court-circuiter l'étape de la constitution d'un patrimoine de faits partagés pour passer plus rapidement à celle du jugement, autrement dit, freiner sa tendance à échapper à l'examen laborieux des situations et à réaliser l'entente par l'élimination des interlocuteurs, en diabolisant au besoin leurs positions.

Encore une fois, il s'agit moins de règles à suivre que d'une culture à acquérir, d'une sensibilité et d'aptitudes au débat qu'il revient à chacun de développer, sensibilité aux conditions optimales de l'élaboration collective, aptitudes à reconnaître les obstacles que nous mettons tous plus ou moins à la production d'un monde commun.

Bibliographie

- Ethique de l'élaboration collective – Cahiers D&S 1997
- Délibération, participation et sens du désaccord – Hervé Pourtois
- Comprendre le changement comme un processus de discussion : l'exemple de la réforme des retraites en 2003 – Patrice Lamothe
- L'exercice de la citoyenneté, la prise en compte de la parole de l'utilisateur (Rencontre territoriale en région Rhône-Alpes)
- « Fait/Valeur : la fin d'un dogme » (Hilary Putnam)
- Commentaire critique de Feriel Kandil portant sur la 1^{ère} séance du séminaire : Action Publique et Justice sociale le 17 janvier 2006 - Intervention d'Emmanuel Picavet : La théorie de la justice sociale de Rawls : sa portée pour l'élaboration des politiques publiques
- « Le débat public en apprentissage » Louis Simard et alii p.192
- Participatory Democracy : organised civil society and the “new” dialogue
Dr. Nicolas Beger, Coordinator Civil Society Contact Group 1
- L'héritage de l'Europe – Hans-Georg Gadamer -Seuil